

Bulletin de veille

du 30 novembre au 4 décembre 2020

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction – immobilier
 - Industrie – Services
 - Télécommunications
 - Transport
 - Environnement

- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

Perspectives économiques de l'Ocde: Faire de l'espoir une réalité

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCDE 2020, N.108, décembre, 143 p., version préliminaire

Publiées depuis 1967 les "Perspectives économiques de l'OCDE" analysent deux fois par an les tendances majeures de l'économie mondiale et formulent des prévisions à court terme. Pour chaque pays membre sont détaillées les politiques économiques les plus à même de favoriser une croissance économique équilibrée et durable. Les principales économies non membres de l'OCDE font également l'objet d'un suivi. Le rapport comprend plusieurs sujets spéciaux et une importante annexe statistique (voir aussi la base de données en ligne sur Ocde i-library).

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/perspectives-economiques-de-l-ocde_16843436

Accès public : <http://www.oecd.org/perspectiveseconomiques>

What comes next? Recovery from an uneven recession

BIS BULLETIN (Banque des règlements internationaux) 2020, N.33, décembre, 9 p.

Les effets de la crise de la Covid ont été inégaux d'un secteur à l'autre et certaines activités de service pourraient rester bien en deçà de leur tendance pendant un certain temps. Aussi, les économies davantage dépendantes de ces secteurs risquent aussi de croître plus lentement à court terme, quelle que soit la rigueur des mesures de confinement et de l'épidémie. Pour explorer les implications économiques globales d'une reprise inégale de l'activité, ce document présente des simulations réalisées à l'aide d'un modèle macroéconomique tenant compte des choix comportementaux des ménages et des entreprises et présentant une structure sectorielle riche tant côté demande (via des modèles de consommation et d'investissement) que côté offre (par le biais des liens de production).

Les projections du modèle suggèrent que les grandes économies avancées verraient leur économie tourner au mieux à 98% jusqu'à la levée des contraintes pesant sur les activités de services (et ceci sans prise en compte d'une 2ème vague). Les perspectives pour la Chine, sont plus positives, avec un retour aux tendances d'avant crise d'ici fin 2021.

Si la relance de la demande reste nécessaire à court terme, elle ne sera pas suffisante pour ramener l'activité à sa tendance d'avant Covid. Cela nécessitera des mesures de santé publique et des mesures pour faciliter la réaffectation des ressources vers les secteurs moins touchés par la pandémie.

<https://www.bis.org/publ/bisbull33.htm>

Dettes élevées et primes de terme

MARCUSSEN, Michala

RISK & OPPORTUNITIES (Société Générale) 2020, N°13, décembre, 20 p.

A cause de la crise du Covid-19, la dette, publique ou privée, va augmenter. Si la hausse de la dette publique se justifie pour pouvoir faire face à la crise, le débat est par contre relancé sur deux questions : à partir de quand une dette (publique ou privée) devient-elle excessive et à partir de quand les taux deviennent-ils trop bas ? Dans ce contexte, trois enjeux méritent une attention particulière : (1) la mise en place de "nouveaux pactes" ("new deals") en vue de doper la croissance et transformer l'économie, (2) l'équilibre entre la dette et les fonds propres sur les bilans des entreprises et (3) les accords commerciaux internationaux.

À l'heure actuelle, le consensus estime que la crise du Covid-19 n'aura que des répercussions limitées sur la croissance potentielle et que les banques centrales pourront continuer à exercer une pression baissière sur les primes de terme, même à plus long terme. Selon l'auteur, ce point de vue pourrait évoluer au cours des prochaines années. Des politiques bien conçues permettraient de renforcer la productivité, de réduire le surendettement et de normaliser les primes de terme d'une façon ordonnée. À l'inverse, des politiques mal conçues pourraient avoir un impact haussier sur les primes de terme via la stagflation ou le taux plancher effectif. Quel que soit le scénario envisagé, la compression des primes de terme sera remise en question.

<https://www.societegenerale.com/fr/s-informer-et-nous-suivre/etudes-economiques/nos-etudes>

Eco 360 - Une synthèse de la conjoncture mondiale - Contraintes de court terme versus espoir à plus long terme

HENRIOT, Alain _ MARIE-REGNAULT, Thibaud _ SARRON, Romain

ECO 360 (Banque Postale) 2020, décembre, 12 p.

Synthèse mensuelle de la conjoncture mondiale : grandes tendances mondiales, activité économique aux Etats-Unis, dans la zone euro, au Royaume-Uni, au Japon et en Chine ; prix et politiques monétaires ; marchés financiers : taux, marchés boursiers et marchés des changes.

<https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/conjoncture-mensuelle.html>

AFRIQUE & MOYEN ORIENT

Revenue Statistics in Africa / Statistiques des recettes publiques en Afrique 1990-2018

STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (Ocdé) 2020, novembre, 370 p.

Cette publication comprend des statistiques comparables des recettes fiscales et non fiscales pour huit pays africains : Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Maurice, Rwanda, Sénégal et Tunisie. Le modèle est la base de données des Statistiques des recettes publiques de l'OCDE, les données sont comparables au niveau international.

→ Dans cette édition :

Impact de la pandémie de Covid sur les finances publiques et rôle de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) dans la mobilisation des ressources intérieures (augmentation des recettes fiscales). L'Afrique subit, en raison de la pandémie, sa première récession depuis des décennies et verra ses recettes publiques baisser, en particulier celles des pays exportateurs de matière premières. Le FMI a estimé qu'en Afrique sub-saharienne, les recettes vont reculer à hauteur de -2.6% du PIB en 2020. Certes retardée par la pandémie, la mise en application de la ZLECAf devrait jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources intérieures en Afrique.

- <http://dx.doi.org/10.1787/9789264280854-en-fr> - Accès public : <http://www.oecd.org/tax/revenue-statistics-in-africa-9789264253308-en-fr.htm>

ASIE & OCEANIE

The Economic Impact of the COVID-19 on Developing Asia: The Pandemic Extends into 2021

ADB BRIEFS (Banque asiatique de développement) 2020, N.159, décembre, 11 p.

Cette note met à jour l'estimation de l'impact de l'épidémie de Coronavirus (COVID-19) sur les pays émergents d'Asie et l'économie mondiale. L'analyse est détaillée par pays et secteurs et étendue à l'année 2021. Pour l'Asie émergente dans son ensemble, la pandémie entraînerait un recul de 6,0% à 9,5% du PIB en 2020 et de 3,6% à 6,3% du PIB en 2021, l'Asie du Sud étant proportionnellement plus touchée.

- <https://www.adb.org/publications/economic-impact-covid19-developing-asia>

BRESIL

Brazil: 2020 Article IV Consultation - Staff Report ; and Statement by the Executive Director for Brazil

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2020, N.20/311, décembre, 103 p.

Examen annuel de la situation et des perspectives économiques, budgétaires et financières du Brésil et les éventuels risques - sur la dette notamment - dans le cadre de la mission de surveillance du FMI (article IV de ses statuts).

- <http://www.imf.org/external/publications/index.htm>

ETATS-UNIS _ CHINE

La guerre commerciale sino-américaine : quel bilan à l'issue de la présidence Trump ?

POTOMAC PAPERS (IFRI) 2020, N.40, novembre

La politique commerciale de l'administration Trump vis à vis de la Chine marque moins une rupture dans ses objectifs (réduction des obstacles aux exportations américaines sur la base de la réciprocité d'une part, préservation de la domination économique et technologique d'autre part) que dans sa méthode, avec notamment l'imposition unilatérale de lourds tarifs douaniers. Cette note dresse le bilan de cette politique et notamment de l'accord sino-américain, et de ses conséquences pour les deux pays et les relations multilatérales.

Les promesses de la "Phase Un" signée le 15 janvier ne seront probablement pas tenues en 2020, en partie à cause de la pandémie de Covid-19 (les achats chinois de biens américains pour les huit premiers mois de 2020 ne représentent que 50% des objectifs) et la "Phase Deux" n'est plus à l'ordre du jour. Selon les auteurs, "il semble aujourd'hui très probable que les tensions sino-américaines –sur des questions commerciales, mais aussi technologiques, militaires, voire sanitaires –s'accroîtront sous la présidence de Joe Biden, et même au-delà".

- <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/potomac-papers/guerre-commerciale-sino-americaine-bilan-lissue-mandat-de>

ETATS-UNIS _ FINANCE

Annual Report 2020

FINANCIAL STABILITY OVERSIGHT BOARD

2020, décembre, 216 p.

Le rapport annuel du Conseil de surveillance de la stabilité financière présente un bilan des évolutions importantes des marchés financiers et de la réglementation, décrit les menaces émergentes potentielles pour la stabilité financière des États-Unis et présente les recommandations visant à promouvoir la stabilité financière. Le rapport analyse les effets financiers de la pandémie du COVID-19 et les réponses politiques pour atténuer son impact sur l'économie et le système financier.

Le Conseil recommande de surveiller les niveaux d'endettement des entreprises non financières, que les régulateurs continuent de surveiller la volatilité des évaluations des actifs immobiliers commerciaux, leur niveau de concentration et la performance des prêts, que les régulateurs financiers veillent à ce que les plus grandes institutions financières maintiennent des fonds propres et des liquidités suffisants pour assurer leur résistance aux chocs économiques et financiers et enfin le Conseil recommande aux agences fédérales et étatiques de continuer à surveiller les risques de cybersécurité.

- <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-markets-financial-institutions-and-fiscal-service/fsoc/studies-and-reports/annual-reports>

EUROPE CENTRALE & ORIENTALE

The Role of Central and Eastern Europe in Global Value Chains: Evidence from Occupation-Level Employment Data

ECFIN ECONOMIC BRIEFS 2020, N.62, décembre, 14 p.

Ce document examine le rôle des pays d'Europe centrale et orientale dans les chaînes de valeur mondiales. Les données sur l'emploi par professions sont combinées à un modèle d'entrées-sorties pour analyser les types d'emplois dans les industries exportatrices. Son avantage comparatif initial reposant sur les bas salaires, la région reste spécialisée dans les tâches de fabrication, ce qui limite la valeur ajoutée domestique des exportations. La mise à niveau fonctionnelle - l'acquisition de tâches de service plus sophistiquées au sein des entreprises - qui pourrait améliorer la captation de valeur, n'a progressé que lentement entre 2011 et 2018.

https://ec.europa.eu/info/publications/role-central-and-eastern-europe-global-value-chains-evidence-occupation-level-employment-data_en

POLOGNE

Poland 2020

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE : POLOGNE 2020, N. 2020/15, décembre, 120 p., version française abrégée à paraître

Analyse de la situation de l'économie polonaise, de l'avancée des réformes structurelles et des questions budgétaires. Complété par des sujets spéciaux à chaque édition.

→ Sujets 2020 :

- Impact de la pandémie de Covid-19
- Accélérer l'internationalisation des PME

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/economics/oecd-economic-surveys-poland_1999060x - Accès public : <http://www.oecd.org/poland/>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

2020 Article IV Consultation with the Euro Area Concluding Statement of IMF Mission

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2020, novembre, 4 p.

Analyse de la conjoncture européenne et recommandations de politique économique.

<http://www.imf.org/external/pubind.htm>

Mesures sanitaires et conditions de voyage

FONDATION ROBERT SCHUMAN

2020, 7 décembre, 17 p.

Pour chaque pays membre de l'UE: un point sur la situation sanitaire (cas, décès) et sur les mesures de distanciation sociale (port du masque, limitation des rassemblements, d'activité des restaurants et autres services, couvre-feux et autre mesures de semi-confinement, télétravail, etc.) ainsi que les limites à la circulation et aux voyages.

<https://www.robert-schuman.eu/fr/>

Net-Zero Europe - Decarbonization pathways and socioeconomic implications

McKINSEY&COMPANY

2020, décembre, 204 p.

En décembre 2019, la Commission européenne a présenté une proposition ambitieuse visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Bien que la proposition fixait des objectifs spécifiques de réduction des émissions pour 2030 et 2050, elle n'expliquait pas dans quelle mesure chaque secteur et État membre devrait contribuer à l'objectif souhaité ou ce que coûterait la réalisation de ces réductions. McKinsey présente dans ce rapport une proposition socialement optimale pour atteindre les objectifs d'émissions en explorant la voie la moins coûteuse. Cette voie d'optimisation des coûts montre que la décarbonation de l'Europe peut avoir d'importants avantages économiques, notamment pour la croissance du PIB, le coût de la vie et la création d'emplois. - <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/how-the-european-union-could-achieve-net-zero-emissions-at-net-zero-cost>

FRANCE

Point de conjoncture - 2 décembre 2020

POINT DE CONJONCTURE (Insee) 2020, décembre, 29 p.

Après un vif rebond en partie mécanique au troisième trimestre, l'activité économique française chuterait à nouveau lors d'un quatrième trimestre en partie confiné. Au quatrième trimestre, l'activité se dégraderait, notamment dans les services les plus directement affectés par le confinement, mais résisterait davantage dans l'industrie et la construction. Néanmoins "l'horizon s'éclaircit prudemment" pour la fin 2020 : en décembre, la consommation des ménages rebondirait assez nettement.

Dans l'hypothèse d'un desserrement progressif des contraintes sanitaires, avec la réouverture de tous les commerces dès la fin novembre, puis de certaines activités de loisirs mi-décembre, avec un couvre-feu succédant au confinement de la population, puis la réouverture courant janvier de certaines autres activités comme les restaurants, l'Insee prévoit que l'activité économique se situerait en décembre 8% sous son niveau d'avant-crise. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB reculerait d'environ 9% par rapport à 2019. - <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=119>

Perspectives 2020-2021 pour l'économie française - Croissance vulnérable

REVUE DE L'OFCE 2020, N°168, novembre, 34 p.

En France, sur l'ensemble de l'année 2020, L'Ofce prévoit une récession à -9% du PIB. 55% du choc serait absorbé par les administrations publiques. Les entreprises verraient leur revenu se réduire de 56 milliards (soit 41% du choc) et leur taux de marge baisserait de 4,2 points de valeur ajoutée sur l'année. La baisse de revenu pour les ménages serait limitée (-5 Mds) et l'accumulation d'"épargne-Covid-19" serait élevée, représentant 86 Mds€ d'euros sur l'ensemble de l'année 2020. Pour 2020 le déficit public atteindrait -8,9% de PIB, puis -6,3% en 2021. Le nombre de chômeurs augmenterait de 810.000 sur l'année 2020 et le taux de chômage atteindrait 11% en fin d'année. Le chômage baisserait de 400.000 personnes en 2021 et le taux de chômage serait de 9,6% de la population active fin 2021, soit 1,5 point de plus que son niveau observé fin 2019.

Le Plan de relance améliorerait le PIB à hauteur de 1,1% pour 2021 et la croissance serait de 7%. Le calibrage budgétaire des mesures de réponse à la crise sur deux ans couvre 37% des pertes cumulées d'activité sur 2020-21, soit une part similaire au plan de relance de 2009-2010. En 2022, les nouvelles mesures issues du Plan de relance auraient un impact de 0,9 point de PIB sur l'activité. - <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>

Épargne et confinement - Les Français ne vont pas piocher tout de suite dans le surcroît d'épargne accumulé pendant le confinement

HENRIOT, Alain

REBOND (La Banque Postale) 2020, décembre, 4 p.

Le taux d'épargne des Français a bondi à près de 40% durant le premier confinement dû au coronavirus. Malgré un rebond de la consommation, les ménages ont accumulé une épargne "forcée" de l'ordre de 60 Md€ entre mi-mars et mi-mai. Avec le reconfinement de l'automne 2020, certes allégé, cette réserve d'épargne aurait encore augmenté d'un peu plus de 15 Md€. Cette "surépargne" concerne surtout les ménages les plus aisés. A court terme, l'incertitude sur l'environnement économique et sanitaire devrait inciter les ménages à se montrer prudents et donc à ne pas puiser dans cette épargne. A moyen-long terme, "il n'y a toutefois pas de raison que le taux d'épargne se maintienne à un niveau durablement plus élevé qu'avant la crise sanitaire". - <https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes/rebond.html>

FRANCE _ POPULATION

En 2019, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans est de 11,5 ans pour les femmes et de 10,4 ans pour les hommes

DEROYON, Thomas

ETUDES ET RESULTATS - DREES 2020, N°1173, décembre, 3 p.

L'espérance de vie sans incapacité correspond au nombre d'années que peut espérer vivre une personne sans être limitée dans ses activités quotidiennes. Elle est établie à partir de données exhaustives de mortalité complétées d'une question posée à un échantillon de 14.000 ménages. En 2019, une femme de 65 ans peut espérer vivre 11,5 ans sans incapacité et 18,5 ans sans incapacité sévère ; un homme, 10,4 ans sans incapacité et 15,7 ans sans incapacité sévère. Depuis 2008, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a augmenté de 1 an et 6 mois pour les femmes et de 1 an et 8 mois pour les hommes. En France, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans est supérieure de 5 mois à la moyenne européenne. - <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/>

FRANCE _ EMPLOI

Réguler les plateformes numériques de travail

FROUIN, Jean-Yves

2020, décembre, 156 p.

Le rapport propose des pistes afin de régulation des "plateformes numériques de travail" (Uber, Deliveroo...) dans le but d'offrir davantage de sécurité aux travailleurs indépendants employés par ces entreprises. Principale mesure suggérée: obliger les travailleurs à "s'affilier à un tiers" comme une coopérative ou une société de portage. Ils seraient payés en fonction du chiffre d'affaires apporté à la société et bénéficieraient ainsi de "tous les droits et avantages liés au salariat". Le rapport évoque aussi la création d'une autorité de régulation et l'organisation d'élections syndicales. - <https://www.gouvernement.fr/partage/11921-rapport-reguler-les-plateformes-numeriques-de-travail>

Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 - Synthèse des résultats de l'enquête flash – novembre 2020

DARES _ INSEE

2020, novembre, 29 p.

L'enquête Acemo spéciale Covid, réalisée chaque mois par la Dares avec l'appui de l'Insee, interroge les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole sur leur situation et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre. -> En octobre, mois marqué par la mise en place d'un couvre-feu dans certains départements et à la toute fin duquel le reconfinement a débuté, l'activité se dégrade de nouveau : 32% des salariés travaillent dans une entreprise dont l'activité a diminué, dont 6% dans une entreprise dont l'activité s'est arrêtée ou a diminué de plus de moitié. Les entreprises qui demeurent concernées par une chute d'activité font toujours majoritairement face à un choc de demande. La baisse d'activité pour cause de fermetures administratives est en très forte hausse en octobre (23% après 9% en septembre), notamment dans l'hébergement restauration (58% après 25%) et les "autres activités de service" (67% après 27%). - <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/tableaux-de-bord/le-marche-du-travail-pendant-le-covid-19/enquete-acemo-pendant-la-crise-sanitaire-covid-19/>

Polarisation et bas salaires : comment sortir certains emplois de l'impasse ? Une analyse de la situation des salariés affectés aux tâches d'entretien

DEVETTER, François-Xavier _ VALENTIN, Julie

REVUE DE L'OFCE 2020, N°169, décembre, 34 p.

En France, comme dans la plupart des autres pays de l'OCDE, on observe une croissance importante de l'une des composantes des emplois non qualifiés : les emplois liés au nettoyage (environ deux millions de personnes ou 8% de la main-d'oeuvre salariée). Les auteurs étudient les conditions de travail de ces salariés, à partir de l'exploitation de l'enquête conditions de travail-risques psychosociaux 2016. Ils montrent que ces métiers cumulent de nombreuses caractéristiques défavorables (rémunérations basses, conditions de travail pénibles, reconnaissance sociale limitée et perspectives de mobilité faibles).

Selon les auteurs, les analyses économétriques ont souligné le rôle positif, en matière de qualité de l'emploi, de modalités d'organisation du travail moins spécialisées et plus intégrantes. La faisabilité de ces voies d'amélioration reste en débat. Mais des transformations semblent envisageables pour permettre la (re)création d'emplois de complexité "moyenne" en enrichissant les emplois (dé)qualifiés. En effet la reconnaissance des métiers du "clean" et du "care", difficilement robotisables, ne pourra se faire sans une amélioration de la position sociale et économique de ceux qui les exercent, ce qui présuppose la mise en place de statuts plus protecteurs mais aussi, et plus encore, une moindre spécialisation des tâches. Ces deux éléments apparaissent notamment comme des préalables à la réduction de la part du temps partiel subi. - <https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/revue.php>

En 2018, le salaire net moyen dans le secteur privé augmente de 0,4 % en euros constants

INSEE PREMIERE 2020, N°1828, décembre, 4 p.

Analyse de l'évolution des salaires moyens nets de prélèvements à partir de l'actualisation des DADS. En 2018, un salarié du secteur privé gagne en moyenne 2369 euros nets par mois en équivalent temps plein. Dans un contexte d'accélération des prix, le salaire net moyen en euros constants ralentit en 2018 : il augmente de 0,4%, après +0,9% en 2017. La hausse de 2018 est légèrement inférieure à celle des vingt années précédentes (+0,6% en moyenne par an). - <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=1>

Indemnisation des demandeurs d'emploi en 2017 - Le nombre de personnes indemnifiables par l'Assurance chômage continue d'augmenter

DARES RESULTATS 2020, N°39, décembre, 11 p.

Bilan annuel des indemnisations de demandeurs d'emploi par l'assurance chômage (effectif et montants, évolution du taux de couverture). Fin septembre 2017, parmi l'ensemble des 6,7 millions de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (toutes catégories confondues), 4,3 millions (64%) sont indemnifiables, soit par une allocation d'Assurance chômage (87%), soit par une allocation financée par l'Etat (13%). En moyenne au troisième trimestre 2017, 74% des indemnifiables par l'Assurance chômage sont indemnisés. Les 26% restants ne le sont pas, notamment en raison de revenus d'activité trop importants pour cumuler salaire et allocation. - <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

Inégalités primaires, redistribution : comment la France se situe en Europe

ROUSSELON, Julien _ VIENNOT, Mathilde

NOTE D'ANALYSE (France Stratégie) 2020, N°97, décembre, 16+160 p., note d'analyse + document de travail

Quelles que soient les sources statistiques et l'indicateur choisis, les inégalités de revenu disponible, c'est-à-dire après prélèvements obligatoires directs et prestations sociales, se révèlent en France relativement moins élevées qu'ailleurs. Les auteurs examinent en particulier les écarts de revenu avant redistribution ("inégalités primaires") et l'efficacité de la redistribution à partir de données d'enquêtes harmonisées couvrant trente pays européens (hors Allemagne) pour l'année 2018.

L'étude montre que les inégalités primaires sont relativement plus faibles en France. Avec un indice de Gini de 0,374, elles sont inférieures à celles de 19 des 29 autres pays européens analysés, avec des indices allant de 0,281 (Slovaquie) à 0,478 (Irlande), l'indice médian européen se situant à 0,380. La redistribution réduit les inégalités, mesurées par l'indice de Gini, de 25% en France, soit près de 10% de plus qu'en médiane européenne. Ce résultat est obtenu pour moitié par l'effet des prestations sociales en espèces, et pour moitié par les prélèvements obligatoires directs. Il s'explique également par des volumes redistribués plus importants en France, et non par une redistribution plus ciblée. Néanmoins, selon les auteurs, un ciblage accru de certains prélèvements et prestations permettrait de réduire les volumes transférés sans accroître les inégalités, ou de les réduire davantage sans accroître les masses transférées. - <http://www.strategie.gouv.fr/publications>

France, portrait social 2020

FRANCE, PORTRAIT SOCIAL (INSEE) 2020, décembre, 334 p.

L'ouvrage établit un panorama social de la France sous forme de fiches synthétiques, accompagnées de dossiers analysant de manière approfondie différents aspects de la société française.

Dans cette édition, un bilan des effets du premier confinement sur les inégalités sociales (santé, emploi, inégalités homme-femme, etc.) et une série d'éclairages sur les enfants, également sous l'angle des inégalités sociales.

A noter : en fin d'ouvrage, une chronologie des événements et publications d'études et rapports liés à la politique économique et sociale de la France.

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=13>

La situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé

DREES

MONTAUT, Alexis

2020, éd.2020, décembre, 76 p.

Ce rapport présente annuellement la situation financière des organismes d'assurance complémentaire en santé en comparant les résultats de l'année n-1 avec ceux des années précédentes. Le premier chapitre présente la structure et la démographie du marché de l'assurance complémentaire santé. Les suivants analysent trois aspects de l'activité d'assurance santé : rentabilité, retour sur cotisations, charges de gestion. Enfin, le dernier chapitre analyse, pour les organismes qui exercent une activité de complémentaire santé, leur solvabilité financière globale et leur respect des règles prudentielles. - <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/recueils-ouvrages-et-rapports/rapports/>

Perte d'autonomie : à pratiques inchangées, 108 000 seniors de plus seraient attendus en Ehpad d'ici à 2030 - Projections de population âgée en perte d'autonomie selon le modèle Lieux de vie et autonomie (LIVIA)

ROY, Delphine

ETUDES ET RESULTATS - DREES 2020, N°1172, décembre, 5 p.

En 2030, 21 millions de seniors de 60 ans ou plus vivront en France, soit 3 millions de plus qu'en 2019. Selon le modèle de projection Lieux de vie et autonomie (LIVIA) de la Drees, il faudrait accueillir 108.000 résidents supplémentaires en Ehpad entre 2019 et 2030, puis encore 211.000 entre 2030 et 2050, qui viendraient s'ajouter aux 611.000 résidents sur les places existantes.

Favoriser le maintien à domicile et limiter les places en Ehpad pourrait entraîner le report d'une partie des seniors vers d'autres formes d'habitat, comme les résidences autonomie. Le nombre de personnes en résidence autonomie, qui s'élève actuellement à un peu plus de 100 000, devrait alors être multiplié par 1,5 à 2,5 en 2030 par rapport à aujourd'hui. Dans une hypothèse plus optimiste, où l'espérance de vie sans perte d'autonomie augmenterait d'autant d'années que l'espérance de vie globale, le maintien du rythme d'ouverture de nouvelles places en Ehpad observé depuis 2012 suffirait pour conserver les pratiques actuelles d'entrée en institution des seniors en perte d'autonomie entre 2020 et 2050.

→L'intégralité des résultats du modèle LIVIA est disponible sur l'application interactive Dataviz <https://drees.shinyapps.io/projection-pa>

- <http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/>

FRANCE _ FINANCE

La situation des assureurs soumis à Solvabilité II en France au premier semestre 2020

ANALYSES ET SYNTHESSES (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) 2020, N°118, décembre, 22 p.

La note évalue l'activité des assureurs vie et non-vie, ainsi que la solvabilité des organismes dans le contexte de mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire avec l'application depuis le 1er janvier 2018 de la directive Solvabilité II. Au premier semestre 2020, les assureurs français ont montré leur résilience face aux chocs que les marchés financiers ont enregistrés du fait des conséquences de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cependant, les effets complets ne sont pas encore mesurables alors même que la pandémie n'est pas stoppée.

L'activité d'assurance vie est en net recul au premier semestre 2020 (-26,6 %) par rapport au premier semestre 2019. Prise dans son ensemble, l'activité d'assurance non vie continue de progresser au premier semestre, mais le confinement a eu des effets significatifs sur quelques branches d'activité : la fermeture des hôtels, des restaurants et l'annulation des manifestations culturelles ont provoqué une augmentation des sinistres liés aux pertes d'exploitation. Néanmoins la solvabilité du secteur reste forte au 1er semestre. - <https://acpr.banque-france.fr/liste-chronologique/analyses-et-syntheses>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Évaluation des effets redistributifs des réformes socio-fiscales : comment s'y retrouver ?

INSEE

ANDRE, Mathias _ SICISIC, Michaël

2020, décembre, post du blog de l'Insee

Les évaluations de l'effet des réformes fiscales et sociales effectuées par l'Insee ou d'autres organismes (IPP, OFCE) présentent parfois des résultats différents. Ces différences proviennent principalement de méthodes proches mais non identiques. Ce billet du blog de l'Insee revient sur la méthode d'évaluation des effets redistributifs et les raisons qui peuvent expliquer des écarts dans les analyses. Ces raisons relèvent principalement des questions suivantes : quelles mesures sont étudiées et comment ? Comment est pris en compte leur calendrier d'application ? Quelles sont les données utilisées et les hypothèses de simulation ? Les auteurs rappellent les choix privilégiés par l'Insee pour ce type d'évaluation.

ITALIE

Italie : Conjoncture - flash

MONPERRUS-VERONI, Paola _ VILAS-BOAS, Philippe

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2020, N°20/316, décembre, 3 p.

Estimation de croissance pour le dernier trimestre et prévisions pour le trimestre et l'année à venir. Panorama conjoncturel mensuel pour la production industrielle (avec perspectives), les ventes au détail, des indices d'activité (PMI). - <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/fr/Zones-geographiques>

ENERGIE & MATIERES PREMIERES



Oil Market Report - Focus: Delicate re-balancing

OIL MARKET REPORT (Agence Internationale de l'Energie) 2020, août, 83 p.

Analyse mensuelle du marché du pétrole. L'accès au texte intégral se fait avec un décalage d'environ deux semaines pour les non abonnés. Le rapport est publié au milieu du mois. Accès au dernier briefing sur le site de l'AIE. Synthèse gratuite en ligne, le rapport complet est disponible pour les non abonnés avec 2 mois de décalage.

-->> Encadré : les perspectives de demande de carburant pour l'aviation se détériore

→ Disponible gratuitement avec un décalage de +2 mois

- <http://omrpublic.iea.org/>

The Production Gap: The discrepancy between countries' planned fossil fuel production and global production levels consistent with limiting warming to 1.5°C or 2°C

NATIONS UNIES

2020, décembre, 75 p.

Publié pour la première fois en 2019 par des instituts de recherche et des experts, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ce rapport rend compte de l'écart existant entre la production de combustibles fossiles anticipée par les pays et la baisse de production mondiale nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ou 2 °C. Cette dernière est estimée à environ -6% par an entre 2020 et 2030 tandis qu'en moyenne la production mondiale est attendue en hausse de +2% par an, soit le double (au même rythme pour le charbon, le pétrole et le gaz).

Ce rapport 2020 examine l'écart de production dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : il prend en compte les politiques déployées face à la crise et leurs implications pour l'écart de production d'énergie fossile. Il comprend une mise à jour provisoire de l'écart de production, mais souligne l'incertitude actuelle. L'édition 2021 comprendra une évaluation plus large de l'écart de production, y compris la mise à jour des profils par pays inclus dans le rapport 2019. - <http://productiongap.org/>

POPULATION

Ageing and Fiscal Challenges across Levels of Government

OCDE

2020, octobre, 160 p.

Les populations des pays de l'OCDE et des économies émergentes vieillissent rapidement, ce qui aura des impacts macroéconomiques importants, notamment sur les dépenses publiques et les recettes fiscales. Les conséquences du vieillissement de la population pour les finances locales sont particulièrement importantes et porteuses de risques notamment pour les régions dont la productivité est déjà moins élevée, elles exigent aussi des réponses politiques intergouvernementales complexes. Ce rapport rassemble des études transnationales sur ces sujets ainsi que des études de cas (Brésil, Canada, Chine, Allemagne). - <https://doi.org/10.1787/2bbfbd8-en> - Accès public : <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/2bbfbd8-en/index.html?itemId=/content/publication/2bbfbd8-en>

COÛTS DE LA MAIN D'OEUVRE _ EMPLOI

Rapport mondial sur les salaires 2020/21: Wages and minimum wages in the time of COVID-19

GLOBAL WAGE REPORT (Organisation Internationale du Travail) 2020, décembre, 208 p.

Publié tous les deux ans depuis 2008, ce rapport décrit et analyse l'évolution d'un ensemble d'indicateurs relatifs aux salaires dans le monde (Global wage database). Il compare les niveaux, la distribution et les perspectives d'évolution à court terme des salaires par grandes zones. La seconde partie est consacrée à un sujet spécifique.

→ Dans cette édition :

- Partie 1 : évolutions récentes relatives aux salaires - Impact de la crise sanitaire Covid sur les salaires et les inégalités salariales - L'effet des dispositifs d'activité partielle

Au premier semestre 2020, on a observé une pression à la baisse sur le niveau ou sur le taux de croissance des salaires moyens dans 2/3 des pays pour lesquels on dispose de données. Ces baisses ont en partie été compensées par les aides publiques. Sur un échantillon de 10 pays européens, le rapport estime que les subventions salariales ont permis de compenser 40 % des pertes en termes de masse salariale totale. Parmi les 87 pays qui n'ajustent pas systématiquement le salaire minimum, 12 l'ont augmenté au 1er semestre 2020, soit moins que l'année précédente

- Partie 2 : le salaire minimum et les conditions de son effet sur les inégalités

90% des 187 états membres de l'OIT disposent d'un salaire minimum réglementé ou négocié. Sa capacité à réduire les inégalités dépend de l'efficacité (couverture légale et respect) du salaire minimum, de son niveau de fixation ainsi que du profil des personnes qui le reçoivent. Des simulations sont proposées pour un échantillon de 41 pays émergents et avancés. - <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2020/lang--en/index.htm>

QUESTIONS SOCIALES

OECD Pensions Outlook 2020

OECD PENSIONS OUTLOOK 2020, décembre, 210 p.

Document biennal, "Perspectives de l'Ocde sur les pensions", dresse un état des lieux des politiques récentes menées dans les pays de l'Ocde en matière de retraite et examine la situation et les perspectives à long terme des systèmes de retraite privés et publics.

→ Dans cette édition :

- Impact de la pandémie de Covid sur les pensions publiques et privées et l'épargne retraite et les mesures de soutien prises dans certains pays de l'Ocde et affectant les pensions actuelles et futures. Cette section examine également le rôle que peuvent jouer les investisseurs des fonds de retraite pour soutenir la reprise économique.

- Méthode d'estimation du niveau d'adéquation des pensions (ensemble d'indicateurs de suivi par rapport à des objectifs)

- Augmenter le poids des schémas d'épargne retraite pour les travailleurs atypiques. Retour d'expériences dans les pays Ocde et hors Ocde

- Stratégie d'investissement des fonds de retraite à contribution fixe. Comment utiliser un modèle stochastique pour évaluer les stratégies de placement par rapport à l'objectif de maximiser les revenus. / éviter les inconvénients des changements trop fréquents de stratégie

- Partage des risques entre gestionnaires et pensionnés.

<http://www.oecd.org/pensions/oecd-pensions-outlook-23137649.htm>

FINANCE

BIS Quarterly review: International Banking and Financial Market Developments

BIS QUARTERLY REVIEW: INTERNATIONAL BANKING AND FINANCIAL MARKET DEVELOPMENTS 2020, décembre, 147 p.

Chaque trimestre, un point de conjoncture sur l'activité des marchés financiers internationaux et du secteur bancaire dans le monde, complété par des articles sur des sujets spécifiques et les statistiques internationales compilées par la BRI à partir des données des banques centrales. Le numéro de juin porte sur les statistiques de la BRI. L'analyse des marchés financiers sera incluse dans le rapport économique annuel de la BRI qui sera publié le 30 juin.

Sujets abordés dans de cette édition :

- Le taux de change du dollar en tant que facteur de risque pour la zone euro
- Changements dans les procédures de fonctionnement de la politique monétaire au cours de la dernière décennie : aperçus d'une nouvelle base de données
- Outils de gestion des défauts bancaires : expérience historique et leçons pour aujourd'hui
- Les vulnérabilités financières poussant les entreprises vers la défaillance
- Mode de paiement en Amérique latine et dans les Caraïbes : présent et futur
- Activité bancaire internationale durant la pandémie de Covid-19

→ Les séries statistiques sont disponibles en ligne en format csv depuis 1977 (www.bis.org/statistics/bankstats.htm) - l'édition de juin est allégée le rapport annuel paraissant le même mois

- <https://www.bis.org/quarterlyreviews/>

Prévisions financières - La croissance ou la monnaie : laquelle va l'emporter à partir de 2021?

ARTUS, Patrick

PREVISIONS FINANCIERES (Natixis) 2020, décembre, 12 p., + tableaux de prévisions

Prévisions Natixis pour les marchés financiers, monétaires, obligataires et les taux de change, assorties de recommandations aux investisseurs.

→ La note est accompagnée de tableaux de prévisions

- Accès public : <https://research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/page?code=RESEARCH>

FINANCES PUBLIQUES

Recettes issues des impôts sur la consommation à l'ère du COVID-19 : les enseignements de la crise financière mondiale de 2008

STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (Ocdé) 2020, décembre, pp. 42-59

Cette étude spéciale recense les canaux de transmission des effets d'une récession sur les recettes des impôts sur la consommation, en s'appuyant sur la crise financière mondiale de 2008 afin d'anticiper comment la crise de la COVID-19 et les mesures prises pour y faire face affecteront les recettes fiscales.

La part des impôts sur la consommation dans les recettes fiscales totales est restée relativement stable, à un niveau élevé, dans les pays de l'OCDE depuis 1995, sauf pendant la crise financière mondiale où elle avait baissé de 0.36 point de pourcentage en moyenne entre 2007 et 2009 pour s'établir à son niveau le plus bas depuis 1992, essentiellement en raison des baisses de recettes de TVA. Le taux moyen d'imposition implicite sur la consommation a sensiblement baissé en raison d'une modification de la structure de la consommation au profit des biens essentiels moins taxés et de services publics exonérés.

On a également assisté à un recul temporaire du respect des obligations fiscales. Cette baisse a en partie été compensée par une forte hausse de la consommation/PIB sur 2008-2009, liée à un net recul de l'investissement plutôt qu'à une augmentation du niveau de la consommation. Depuis la crise, nombre de modifications des habitudes de consommation ont perduré, de sorte que les systèmes de TVA sont plus exposés aux chocs économiques, surtout si une crise affecte directement la consommation privée plutôt que l'investissement, ce qui a été le cas au début de la crise sanitaire. Elle devrait aussi entraîner une hausse temporaire des cas d'insolvabilité et de faillites d'entreprises et donc une nouvelle baisse des recettes. Comme en 2008-09, le recul de l'investissement devrait cependant dépasser celui de la consommation.

http://www.oecd-ilibrary.org/taxation/statistiques-des-recettes-publiques_25227092

Accès public : <http://www.oecd.org/fr/fiscalite/>

Revenue Statistics / Statistiques des recettes publiques 1965-2019

STATISTIQUES DES RECETTES PUBLIQUES (Ocde) 2020, décembre, 335 p.

Cette publication annuelle présente un ensemble détaillé de statistiques fiscales comparables par type d'impôt pour les pays de l'OCDE à compter de 1965 ainsi que des analyses sur les grandes évolutions des recettes. Des tableaux comparatifs présentent les recettes fiscales par type d'impôt en niveau, en pourcentage du PIB, et pour certaines catégories, en pourcentage du total des recettes fiscales. Des tableaux statistiques présentent pour chaque pays une ventilation des recettes fiscales et des ratios impôts/PIB pour une sélection de catégories d'impôts et par niveau d'administration. Etudes spéciales dans chaque édition.

http://www.oecd-ilibrary.org/taxation/statistiques-des-recettes-publiques_25227092 - Accès public :<http://www.oecd.org/fr/fiscalite/>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode